

Défaite de la gauche : Le 21 avril 2002 n'était pas un accident

Par Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, professeurs de science politique et chercheurs au CERAPS-CNRS-Université Lille 2

La défaite comme enjeu de luttes interprétatives

Les victoires et les défaites électorales sont autant faites de données objectives (le « verdict » des électeurs) que des multiples interprétations, nécessairement partielles et partiales, dont elles font l'objet après coup. C'est autour de la fixation du « sens » de la défaite que se cristallisent au PS des lignes de clivage partiellement nouvelles. S'affrontent ainsi ceux, adversaires de Ségolène Royal, qui mettent en avant les faiblesses de la candidate socialiste et son incapacité à avoir su mobiliser le parti et ceux qui la soutiennent et qui mettent l'accent sur l'« archaïsme » ou l'absence de clarté du projet socialiste. Les deux camps en présence ont à la fois raison et tort. Les premiers ont raison de pointer l'incapacité de Ségolène Royal à avoir su transformer un capital de sympathie en adhésion politique. Les enquêtes par sondage confirment l'incapacité de Ségolène Royal à avoir su endosser le rôle présidentiel forgé par la pratique de la Cinquième République. En mars 2007, selon un sondage BVA, 35% des sympathisants de gauche considéraient que Nicolas Sarkozy avait plus la stature d'un président que Ségolène Royal, 37% qu'il était le plus à même de faire face à une crise internationale, 30% qu'il était plus compétent ; à l'inverse les sympathisants de Nicolas Sarkozy n'étaient que 10% à considérer que Ségolène Royal avait davantage ces différentes qualités que ce dernier. Alors que 60% des sondés considéraient que François Bayrou et Nicolas Sarkozy feraient un bon président, ils n'étaient que 49% à le penser de Ségolène Royal. Populaire dans les sondages et auprès d'une majorité d'adhérents du PS, Ségolène Royal ne l'a guère été dans les urnes. Un sondage réalisé par TNS-Sofres entre les deux tours indiquait ainsi que 60 % de ceux qui optaient pour Nicolas Sarkozy entendaient manifester leur adhésion à ce candidat, contre 42 % de ceux qui avaient choisi Ségolène Royal ; 56 % de ceux qui avaient fait le choix de la candidate socialiste entendaient d'abord manifester leur refus du candidat UMP, alors que 36 % seulement des partisans de Nicolas Sarkozy le faisaient par rejet de Ségolène Royal, ce qui n'empêche pas bien sûr Ségolène Royal de se prévaloir du capital politique des 17 millions d'électeurs qui se sont portés sur son nom...

Indéniablement, le procès en incompétence qui a été intenté à Ségolène Royal par une partie des responsables socialistes puis par l'entourage de Nicolas Sarkozy a été d'autant plus efficace qu'il faisait écho au préjugé ancestral qui fait de la politique une fonction masculine. Mais, par son incapacité à tendre la main à ses adversaires d'hier (Fabius et Strauss-Kahn), par ses revirements programmatiques incessants, par sa posture compassionnelle, par son discours perçu comme trop général (parce que privilégiant les valeurs sur les propositions concrètes), Ségolène Royal a bel et bien contribué à alimenter cette image négative qui a pesé lourd sans nul doute dans le résultat final.

Les partisans de Ségolène Royal n'ont cependant pas tort de pointer que sa défaite s'explique aussi par le flou du programme et du projet socialistes eux-mêmes, quel que

soit d'ailleurs le jugement que l'on peut porter sur son positionnement idéologique. En refusant de clarifier son rapport au libéralisme et à l'économie de marché, en ne tranchant pas vraiment les questions de la réforme des retraites et du sort des régimes spéciaux, du financement de la Sécurité sociale, de la fiscalité, de la carte scolaire, des trente-cinq heures, de la sécurité, de l'immigration, de l'endettement, de l'impôt sur le revenu... les responsables du PS n'ont pas su se rendre crédibles tant aux yeux des électeurs les plus marqués à gauche qu'aux yeux des plus centristes. Les premiers, marqués par le souvenir du 21 avril 2002, se sont reportés malgré tout majoritairement sur la candidate socialiste, mais les seconds l'ont délaissée au profit de François Bayrou, séduits sans doute par son discours de rigueur « rocardo-barriste ». La candidate s'est révélée incapable au cours de la campagne de définir les groupes sociaux auxquels elle voulait prioritairement s'adresser ou les alliances de classe qui auraient pu fédérer les électeurs.

L'échec idéologique de la gauche

L'incapacité des socialistes à tenir un langage clair depuis 2002 a eu pour effet de laisser la droite définir l'agenda électoral, imposer ses slogans et ses recettes simples et... populaires : réhabilitation de la valeur travail et critique de l'assistantat, dénonciation de l'inefficacité et des lourdeurs administratives, critique de la fiscalité excessive, appel au rétablissement de l'autorité... En ce sens le débat sur la « droitisation » de la société française a une part d'irréalité. Il ne doit pas conduire la gauche à s'exonérer de ses responsabilités. La droitisation n'est pas seulement liée aux transformations de la société comme l'individuation du travail et des rémunérations ou l'érosion des liens de solidarités familiales et professionnelles. Elle résulte aussi de l'incapacité des forces politiques de gauche à proposer et diffuser un discours alternatif en mesure de résister aux idées simples véhiculées par la droite. L'inclination d'au moins un tiers des classes populaires en faveur de politiques très répressives à l'égard des délinquants et des immigrés manifeste depuis longtemps cet échec. Mais la séduction croissante des catégories populaires vis-à-vis de solutions économiques libérales aurait dû alerter les dirigeants de gauche. Une enquête du Cevipof réalisée début 2006 établissait ainsi que 61 % des ouvriers et 68 % des employés étaient tout à fait ou plutôt d'accord avec l'idée qu'« il faudrait donner plus de liberté aux entreprises » et que 64 % des premiers et 66% des seconds estimaient que « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient »¹. L'écho favorable qu'a reçu le discours de Nicolas Sarkozy sur la réhabilitation du travail et « la France qui se lève tôt », par opposition à la France « assistée » ou « protégée (« les fonctionnaires insuffisamment productifs », « les bénéficiaires de régimes spéciaux », etc.), trouve ici ses racines.

Le succès de Nicolas Sarkozy manifeste donc avec éclat l'échec idéologique de la gauche. Celle-ci s'est révélée incapable de convaincre que le chômage ou la délinquance juvénile étaient d'abord liés aux mutations socio-économiques (inadaptation de la main-d'œuvre aux nouveaux emplois) et aux insuffisances de notre système d'éducation et de recherche ou encore aux discriminations dont sont victimes les jeunes issus de l'immigration. Répétons-le, cet étiolement des idées de gauche

¹ Voir : (<http://www.cevipof.msh-paris.fr>)

puise aussi sa source dans la déstructuration profonde qu'a connue le monde ouvrier au cours de ces trente dernières années. Le déclin du militantisme syndical et associatif a en quelque sorte laissé place nette à la télévision et à son sensationnalisme. Mais les partis politiques n'en ont pas moins une lourde responsabilité. Si Nicolas Sarkozy a pu occuper le terrain et le discours ouvriers, c'est que le PS les a désertés et laissé disponibles. On ne s'appesantira pas ici sur la responsabilité des partis d'extrême-gauche et Verts. Les logiques d'appareil et les conflits sectaires qui les dominent en permanence sont apparus avec suffisamment d'éclat lors de la campagne. À la différence de l'Italie, de l'Espagne ou même de l'Allemagne, la gauche de la gauche semble incapable de s'unir et de contribuer ainsi à la reconquête idéologique des classes populaires.

Le scénario d'un probable replâtrage

Par sa position centrale, le PS porte la plus lourde responsabilité dans la défaite. La plupart de ses élus et de ses dirigeants ont soutenu une candidate qui n'avait jusque-là joué qu'un rôle secondaire dans ses débats internes, sur la seule foi des sondages et en vertu de la croyance que le fait d'être une femme constituerait à soi seul un gage de renouveau. Le choix d'investir Ségolène Royal est en cohérence avec ce que le PS est devenu au cours de ces vingt dernières années : un parti de notables à sa base et de hauts fonctionnaires à son sommet, faiblement ancré dans la société et à la ligne floue, un parti replié sur lui-même et ses luttes de pouvoir, asséché, autocentré que nous avons décrit dans *La société des socialistes*. Non seulement la vague d'« adhésions Internet » de l'année dernière a été trop tardive pour en changer les structures, mais en favorisant des adhérents sans expérience militante préalable, issus de milieux sociaux plutôt favorisés, elle a annihilé un peu plus ce qui restait d'une culture politique privilégiant la réflexion et le projet. Le PS paie ainsi au prix fort l'absence de remise en cause de ses pratiques, son incapacité à avoir su diversifier son recrutement, et d'avoir su ajuster son discours à ses pratiques. Tout s'est passé comme si le 21 avril 2002 n'avait pas eu lieu !

La défaite moins lourde qu'attendue aux législatives ne rend pas optimiste sur une véritable rénovation du parti, qui ne soit pas que de façade. La rénovation est ainsi entendue essentiellement sous un angle « générationnel ». À observer le climat d'autosatisfaction que les élections législatives ont suscité au PS, on peut se demander si une partie des dirigeants ne s'accommodent pas de la défaite. Les vieux réflexes « molletistes » resurgissent ainsi chez les élus : « Laissons le pouvoir à la droite, il y a trop de coups à prendre dans un environnement économique hostile à la social-démocratie, replions-nous sur nos positions locales qui font vivre le PS ». La droite se chargeant de nommer au gouvernement ou ailleurs (commissions diverses, institutions internationales...) les socialistes les plus impatients... Les socialistes ont les yeux rivés sur les élections municipales au nom desquelles le congrès de la refondation est différé. La légitimité électorale est devenue au PS exclusive de toute autre, interdisant et stérilisant toute réflexion de long terme. Avec ses 40 000 élus (un militant sur trois avant la vague d'adhésions de 2006) le PS est devenu une machine électorale professionnalisée dominée par des luttes de pouvoir essentiellement locales. Il a perdu ainsi toute autonomie par rapport aux enjeux de pouvoir, d'où un certain

désinvestissement intellectuel. L'horizon des socialistes se borne de plus en plus aux prochaines échéances électorales, le pragmatisme prenant le pas sur toute considération de plus long terme. Les victoires aux régionales et européennes de 2004 doivent de ce point de vue être interrogées : elles ont eu alors valeur d'absolution de l'échec de 2002, redonné crédit à la thèse voyant dans le 21 avril un « accident ». Elles ont abusé les socialistes sur leur capacité de victoire et l'ont conduit à abandonner le terrain de la rénovation. Pour le PS, les élections intermédiaires vont peut-être devenir les élections centrales entre deux élections nationales !

Il est ainsi probable qu'un relatif bon score aux élections municipales, que les résultats des récentes élections législatives annoncent, mettra un couvercle définitif sur la question de la refondation de la gauche au profit de la seule question du *leadership* du parti. Les recettes existent : clarification idéologique et programmatique, invention d'un nouveau parti fondé sur un large rassemblement de militants politiques, associatifs et syndicaux associés à l'élaboration du programme et la désignation du futur candidat à la présidentielle, mais les habitudes et les intérêts des dirigeants et élus du PS concourront probablement à faire semblant que tout change pour que rien ne change, en tablant sur une hypothétique série d'erreurs de Nicolas Sarkozy !

Encadré : Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki sont professeurs de science politique et chercheurs au CERAPS-CNRS-Université Lille 2. Ils viennent de publier *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Éditions du Croquant, 2006.

Voir : <http://atheles.org/editionsducroquant/savoiragir/lasocietedessocialistes/>